

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Unité-Travail-Progrès

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE L'ÉCONOMIE,
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2026



Direction Générale du Budget et de l'Informatisation
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

SYNTHÈSE DE LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Le présent rapport est élaboré conformément aux dispositions des articles 11 et 61 de la Loi N°004/PR/2014 du 18 février 2014 portant Loi Organique relative aux Lois de Finances ainsi qu'à l'article 37 de la Loi N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 portant Code de Transparence et de la Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques. Il rend compte de l'exécution de la Loi de Finances Initiale N°008/AN/SENAT/2025 du 26 décembre 2025 portant Loi de Finances pour l'exercice 2026. Sa production est fondée sur les dispositions des articles 1 et 67 de l'Arrêté N°062/PR/PM/MFB/DGM/DGB/2018 du 07 février 2018 Portant Organigramme de la Direction Générale des Services du Budget et de l'Informatisation.

Les orientations pour la Loi de Finances 2026 au Tchad, adoptée fin 2025 par le Conseil des ministres et le Sénat, s'inscrivent dans une volonté de transformation structurelle de l'économie, avec un accent particulier sur la réduction de la dépendance pétrolière et le renforcement des secteurs sociaux.

Quelques principaux axes clés de cet exercice sont :

L'interconnexion des systèmes et la généralisation de la facturation électronique normalisée (FEN) sont au cœur de la stratégie pour sécuriser et augmenter les recettes hors pétrole.

Le budget 2026 prévoit des ressources pour la mise en place effective des institutions prévues par la Constitution, notamment les collectivités autonomes, aussi accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale à travers une gouvernance performante, une gestion axée sur les résultats et un développement inclusif et durable à l'horizon 2030 conformément au Plan National de Développement (PND) « Tchad Connexion 2030 ».

Le budget 2026 est marqué par une contraction des ressources par rapport à 2025, principalement due à la baisse anticipée des revenus pétroliers.

Ainsi, pour une prévision annuelle de **2 275,00 milliards FCFA**, les ressources ont été mobilisées à hauteur de **495,07 milliards FCFA** à fin mars, soit un taux de réalisation de **21,76%**.

Les dépenses exécutées au 31 mars 2026 (y compris le décaissement des financements extérieurs) se chiffrent à **528,41 milliards FCFA** contre une prévision annuelle de **2 531,50 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 20,87 %.

Sommaire

SOMMAIRE	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	4
GÉNÉRALITÉS SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2026	6
SITUATION DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES	16
ANNEXES :	21
TABLEAU DE CADRAGE D'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2026	21
TABLE DES MATIERES	42

Liste des tableaux

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA).....	7
Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA)	7
Tableau 3 : Mobilisation des ressources au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA).....	10
Tableau 4 : Situation des recettes par régie au premier trimestre 2026 (en millions FCFA).....	13
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 31 mars 2025 et 31 mars 2026.....	16
Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)	17
Tableau 7 : Cadrage d'exécution du budget général de l'État à fin mars 2026	21
Tableau 8 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'État au 31 mars 2025 et 31mars 2026 (en millions FCFA)	23
Tableau 9 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'État au 31mars 2025 et 31 mars 2026 (en millions FCFA).....	25

Liste des graphiques

Graphique 1: Recouvrements des ressources budgétaires de l'État (en millions FCFA)	11
Graphique 2: Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA).....	11
Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA).....	12
Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA)	13
Graphique 6: Recouvrement des recettes par régie (en millions FCFA) au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026	14
Graphique 7: Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA).....	17
Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)	19
Graphique 9 : Situation de l'exécution des dépenses en capital au 31 décembre 2025 et 2026 (en millions FCFA)	19



SITUATION DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

GÉNÉRALITÉS SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2026

La consommation du Budget Général de l'État pour l'exercice 2026 est le résultat des opérations de préparation et l'exécution de la Loi de finances. Son analyse s'apprécie au regard du cadre réglementaire et les autorisations des crédits accordées par ladite Loi.

I.1. Cadre réglementaire de l'exercice budgétaire 2026

Il s'agit ici des textes encadrant le processus d'élaboration et d'exécution du budget Général de l'État pour l'exercice 2026. C'est un ensemble composé des Lois mais aussi des autres textes réglementaires.

i. Lois

Ce sont notamment des Lois :

- N°004/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux Lois de Finances (LOLF) ;
- N°018/PR/2016 du 24 novembre 2016 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques ;
- N°008/AN/SENAT/2025 du 26 décembre 2025 portant Loi de Finances pour l'exercice 2026.

ii. Textes réglementaires

- Le Décret N°319/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant nomenclature du budget de l'État ;
- Le Décret N°321/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant plan comptable de l'État ;
- Le Décret N°320/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) ;
- Le Décret N°2020/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant organisation de la Commission Nationale de Gestion des Investissements Publics ;
- Le Décret N°2021/PR/MFB/2020 du 08 août 2020 portant cycle de gestion des investissements publics ;
- Le Décret N°005/PR/PM/MFBEPFI/2026 du 26 décembre 2025 portant répartition des crédits et fixant les compétences des administrateurs de crédits relatifs à la Loi N°008/AN/SENAT/2025 du 26 décembre 2025, portant Loi de finances pour l'exercice 2026 ;
- L'Arrêté N°642/PR/PM/2015 02 février 2015 instituant un calendrier pour la préparation et l'élaboration du budget général de l'État ;
- La Lettre Circulaire N°001/PR/2025 du 07 juillet 2025 relative à la préparation et l'élaboration de la Loi de Finances pour l'exercice 2026 ;
- La Circulaire N°001/MFBEPFI/2026 du 20 janvier 2026 portant instructions relatives aux modalités d'application des dispositions fiscales de la Loi de Finances 2026 ;
- La Circulaire N°002/MFBEPFI/2026 du 20 janvier 2026 portant instructions relatives à l'exécution du Budget Général de l'État pour l'exercice 2026 ;

- La Circulaire N°004/MFBEP/2025 du 11 avril 2025 relative à l'exécution des Budgets des collectivités autonomes pour l'exercice 2025.

I.2. Crédits ouverts par la LFI 2026

Le Budget Général de l'État pour l'exercice 2026 prévoit des ressources budgétaires de **2 275,00 milliards FCFA et des emplois de l'ordre de 2 531,50 milliards FCFA** faisant ressortir un déficit global de **256,50 milliards de FCFA** correspondant aux besoins de financement.

Le tableau 1 ci-après fournit le détail de l'évolution comparative des ressources budgétaires entre deux années consécutives, en mettant en évidence les écarts et les variations par nature de recettes.

Tableau 1 : Synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

Libellés des ressources	LF 2025	PLF 2026	Ecarts PLF 2026/LF 2025	Variation PLF/2026/LF 2025
Titre I - Recettes fiscales	1310,94	1 446,06	135,12	10,31%
dont pétrole	510,11	445,02	-65,09	-12,76%
Titre II - Dons, legs et fonds de concours	404,21	401,063	-3,147	-0,78%
Titre IV - Autres recettes	705,65	427,879	-277,771	-39,36%
dont pétrole	483,45	334,84	-148,61	-30,74%
Recettes totales	2420,8	2 275,00	-145,8	-6,02%

Source : LFI 2025

Les recettes fiscales occupent une place prépondérante dans la stratégie de mobilisation des ressources budgétaires pour l'exercice 2026. Elles sont projetées à **1 446,05 milliards FCFA en 2026 contre 1310,94 milliards de FCFA en 2025 soit une progression de 135,12 milliards de FCFA (10,31%)**.

Les autres recettes, avec une prévision de 427,77 milliards FCFA occupant le second palier comme en 2025 mais connaissent une prévision en régression en 2026.

Le tableau 2 présente la situation entre deux périodes des charges avec les différentes variations par nature des dépenses (2025/2026).

Tableau 2 : Plafonds des dépenses et de charges budgétaires (en milliards FCFA)

Libellés des dépenses	LF 2025	LF 2026	Ecarts LF 2026/LF 2025	Variation LF/2026/LF 2025
Titre I - Charges financières de la dette	148,61	125,5	23,11	-15,55%
Intérêts - dette intérieure	76,61	94,5	17,89	23,35%
Intérêts - dette extérieure	72	31,00	41,00	-56,94%
Titre II - Dépenses de Personnel	680,39	693,45	13,06	1,92%
Titre III - Dépenses des Biens et Services	220,14	235,33	15,19	6,90%
Titre IV - Dépenses de Transferts	297,16	304,97	7,81	2,63%
Titre V - Dépenses d'Investissements	977,5	1 172,25	194,75	19,92%
Dépenses totales	2 323,80	2 531,50	207,70	8,94%

Source : LFI 2026

Le plafonnement de la LFI 2026 accorde une place de choix aux dépenses d'investissements avec le niveau le plus important (**1 172,25 milliards FCFA**), en hausse de 194,75 milliards de FCFA par rapport à 2025. Elles représentent ainsi la principale composante des dépenses de l'Etat, traduisant l'orientation de la politique budgétaire vers le financement des investissements publics.

MOBILISATION DES RECETTES

SITUATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES

Les ressources budgétaires sont fixées à **2 275,00 milliards FCFA**, marquant une baisse de 6% par rapport à l'objectif de **2 420,80 milliards FCFA** en 2025. Cette situation est due à la diminution des **recettes pétrolières** et en grande partie par la baisse des **Autres recettes** composées des **recettes non fiscales hors pétrole et des recettes non fiscales pétrolières**, qui est de **427,88 milliards FCFA**, contrairement à celle de 2025 qui est de **705,65 milliards FCFA**. Tout en mettant l'accent sur la digitalisation des régies financières, la mobilisation et la sécurisation des ressources internes.

La présente partie fait le point sur la mobilisation des ressources à fin mars 2026. Les données sont issues des différentes régies compilées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publiques.

II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires avec les variations par nature des recettes.

Tableau 3 : Mobilisation des ressources au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2026	Réal. au 31/03/2025	Réal. au 31/03/2026	Taux de réal. 2026	Taux de variation (2026-2025)	
					valeur absolue	valeur relative
RECETTES BUDGETAIRES	2 275 000	375 281	495 073	21,76%	119 792	31,92%
RESSOURCES PROPRES	1 873 937	329 495	461 523	24,63%	132 028	40,07%
RECETTES FISCALES	1 446 058	284 277	365 906	25,30%	81 629	28,71%
AUTRES RECETTES	427 879	45 218	95 617	22,35%	50 399	111,46%
RESSOURCES CAPITAL EN	401 063	45 786	33 550	8,37%	- 12 236	-26,72%

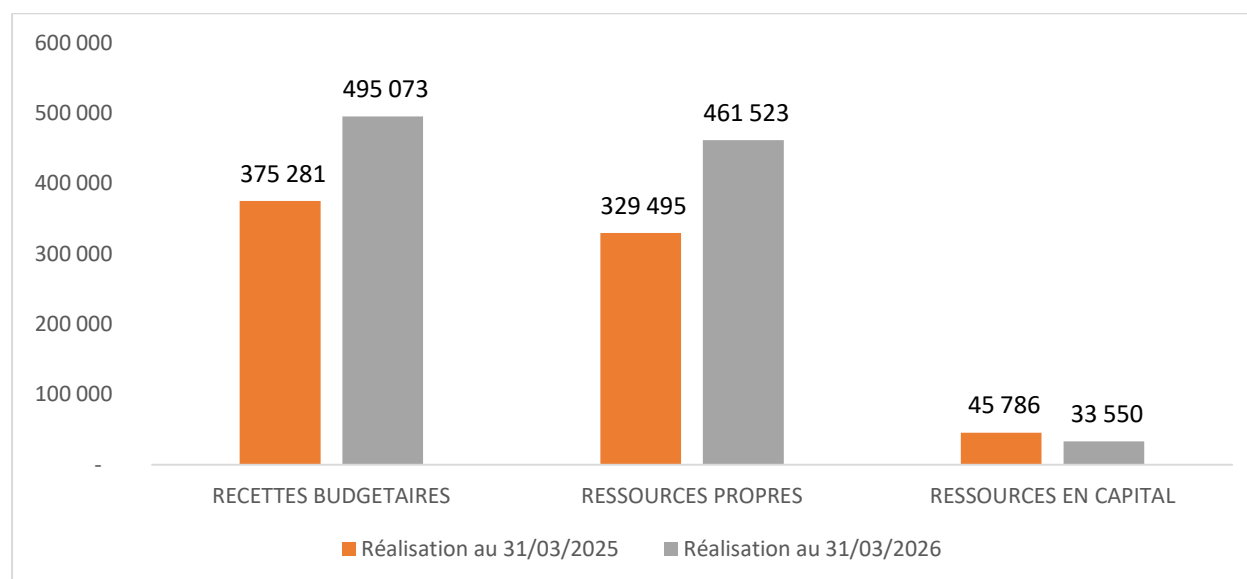
Source : DGTCP/MFBEPFI, 2026

Au premier trimestre 2026 les recettes budgétaires se chiffrent à **495,07 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **2 275,00 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 21,76 %. Elles se décomposent en ressources intérieures (1 873,93 milliards) et ressources extérieures (401,06 milliards).

Comparé au niveau des recouvrements au 31 mars 2025 (375,28 milliards FCFA), il ressort une hausse de 119,72 milliards FCFA en valeur absolue et 31,92 % en valeur relative. Les recettes propres représentent 40,07 % du montant des recouvrements réalisés.

Le graphique 1 ci-après fait une comparaison des situations de recouvrement par nature des recettes entre les trimestres des exercices 2025 et 2026.

Graphique 1: Recouvrements des ressources budgétaires de l'État (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2026

II.1.1. Ressources propres

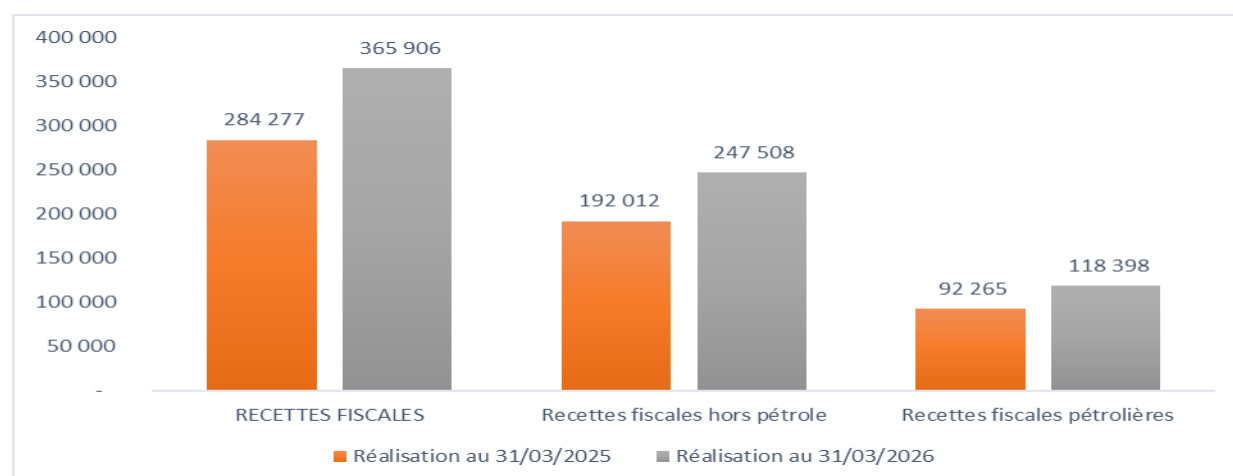
Les ressources propres de l'État sont composées des recettes fiscales et des autres recettes.

a) *Recettes fiscales*

Les recettes fiscales sont composées des recettes fiscales hors pétrole et des recettes fiscales pétrolières. Elles ont été mobilisées à hauteur de 365,91 milliards FCFA au premier trimestre 2026 pour une prévision annuelle de 1 446,05 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 25,30%.

Le graphique 2 met en exergue l'évolution de la situation des recettes fiscales et leur décomposition entre deux dates.

Graphique 2: Réalisation des recettes fiscales (en millions FCFA)



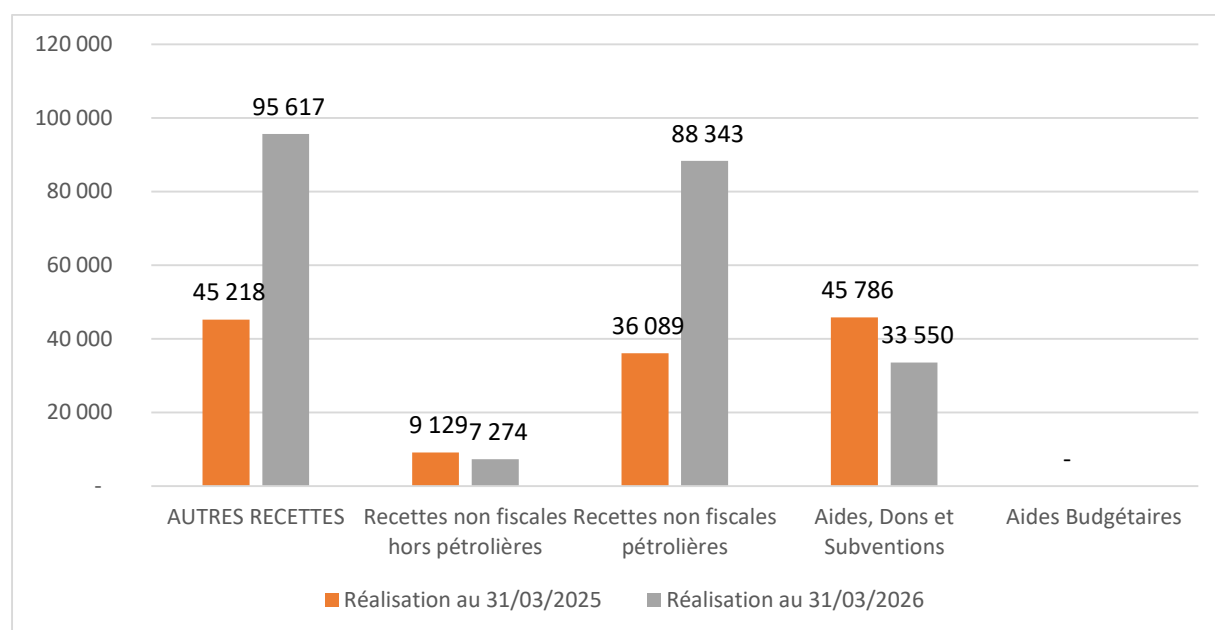
Source : DGTCP/MFBEPIC, 2026

Les recettes fiscales ont connu une augmentation du niveau de recouvrement de **81,63 milliards FCFA** par rapport à la même période de l'année dernière.

b) *Autres recettes*

Les autres recettes sont composées essentiellement des recettes non fiscales hors pétrole et des recettes non fiscales pétrolières. Elles ont été mobilisées à hauteur de **95,62 milliards FCFA** au premier trimestre 2026 pour une prévision annuelle **427,88 milliards FCFA** soit un taux de recouvrement de 22,35%. Cette situation de recouvrement est plus importante que celle à la même période de l'année précédente (45,22 milliards FCFA).

Graphique 3 : Réalisation des autres recettes budgétaires (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPFI, 2026

Les recettes non fiscales hors pétrole recouvrées se chiffrent à **7,27 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **93,03 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 7,82 %. Cette nature de recettes a connu une baisse contrairement à la même période en 2025 (9,13 milliards FCFA) d'où le taux de régression de 20,32%.

Les recettes non fiscales pétrolières, elles ont été mobilisées à hauteur de **88,34 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **334,84 milliards FCFA**. Ce qui correspond à un taux de recouvrement de 26,38 %. Contrairement à l'année dernière à la même période, elles enregistrent une hausse de 52,25 milliards FCFA avec un taux d'augmentation de 144,79 %.

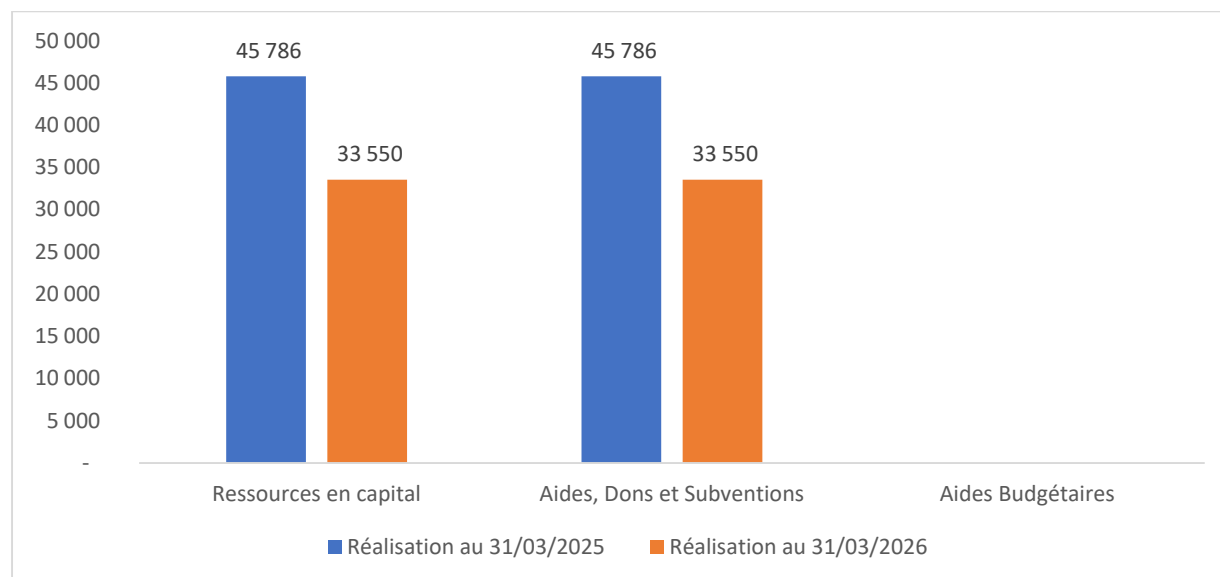
II.1.2. Ressources en capital

La mobilisation des ressources en capital au 31 mars 2026 s'élève à **33,55 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **401,06 milliards FCFA**, soit à un taux de mobilisation globale de 8,37 %. Les Aides, Dons et Subventions sont mobilisés dans cette catégorie.

Comparativement à l'exercice 2025 d'un montant de **45,79 milliards FCFA**, la mobilisation des ressources en capital au premier trimestre 2026 a connu une forte performance d'où le taux de régression de 26,76%.

Le graphique ci-dessous donne une illustration de la mobilisation des ressources en capital entre deux dates.

Graphique 4 : Mobilisation des ressources en capital (en millions FCFA)



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2026

II.2. Analyse de la réalisation des recettes par région

La situation de la mobilisation des recettes provenant des différentes régions est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Situation des recettes par région au premier trimestre 2026 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2026	Réal. au 31/03/2025	Réal. au 31/03/2026	Taux de réalisation 2026	Taux de variation (2026-2025)	
					valeur absolue	valeur relative
Douanes	298 826	55 676	77 641	25,98%	21 965	28,29%
Impôts	655 865	131 056	165 233	25,19%	34 177	20,68%
Domaine	46 346	5 280	4 634	10,00%	- 646	-13,94%
Trésor	-	-	-		-	

Source : DGTCP/MFBEPIC, 2026

II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Sur une prévision annuelle de **298,82 milliards FCFA**, la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects a mobilisé **77,64 milliards FCFA** au cours du premier trimestre 2026, soit un taux de réalisation de 25,98 %. Le niveau de recouvrement a connu une hausse de 28,29 % par rapport à la même période de l'année 2025.

II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, la Direction Générale des Impôts (DGI) a recouvré, au cours du premier trimestre 2026, un montant de **165,23 milliards FCFA**, sur une prévision annuelle estimée à **655,86 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 25,19 %.

Comparées aux recettes recouvrées à la même période de l'année précédente, les recettes mobilisées affichent une progression de 34,17 milliards FCFA, soit un taux d'accroissement de 20,68 %.

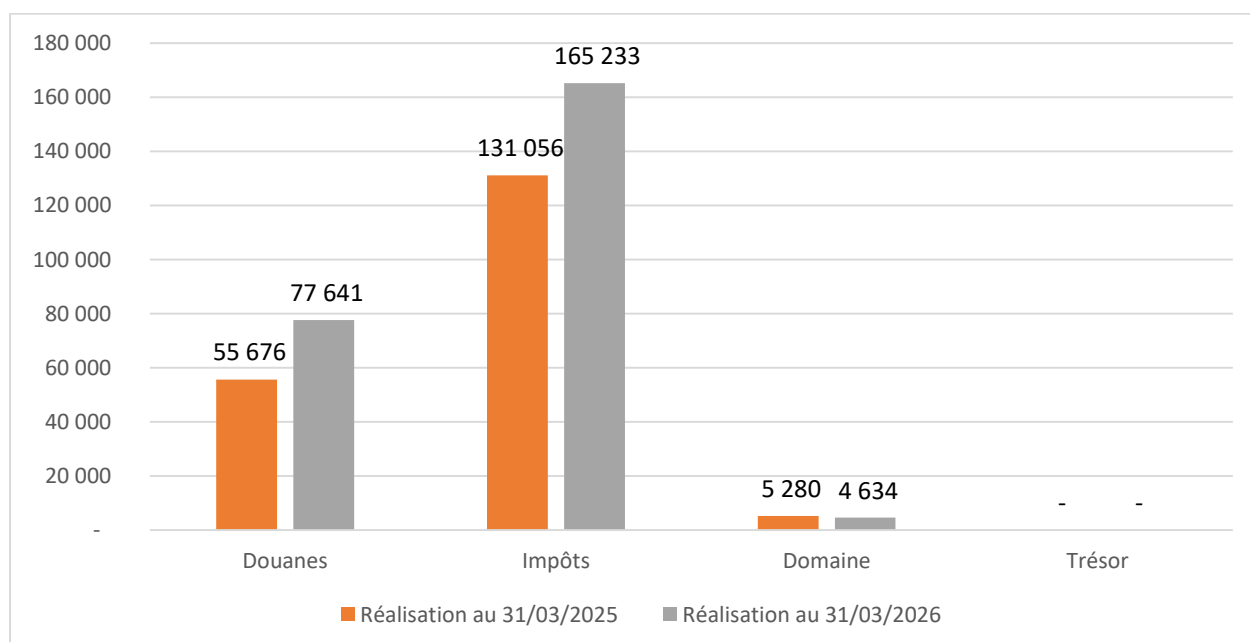
II.2.3. Direction Générale des Domaines

Au titre de l'exercice budgétaire 2026, les prévisions afférentes au Domaine s'élèvent à **46,34 milliards FCFA**. Au 31 mars 2026, les réalisations s'établissent à **4,63 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 10,00 %.

Comparées aux réalisations enregistrées à la même période de l'année précédente (fin mars 2025), les recettes mobilisées au titre du Domaine ont accusé une baisse de 646 milliards FCFA, soit un taux de régression de 13,94 %.

Le graphique 6 suivant est une parfaite illustration de l'évolution de la mobilisation des recettes au niveau des régies entre deux périodes de 2025 à 2026.

Graphique 5: Recouvrement des recettes par régie (en millions FCFA) au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026



Source : DGTCP/MFBEPIC, 2026

EXÉCUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

SITUATION DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

La présente partie dresse l'état d'exécution des dépenses au titre de l'exercice budgétaire au premier trimestre 2026. Les données sont issues principalement du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP).

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de l'exercice 2026 se fera sur la base des dépenses ordonnancées et s'articulera autour des points suivants :

- La situation globale de l'exécution des dépenses ;
- L'exécution des Dépenses Ordinaires ;
- Les dépenses en capital.

III.1. Situation globale de l'exécution des dépenses

Au cours de ce trimestre, l'exécution globale des dépenses y compris celles financées sur ressources extérieures se chiffre à **528,41 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **2 531,50 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 20,87 %.

A la même période de l'année 2025, les dépenses ont enregistré un taux d'exécution de 15,67% pour un montant des dépenses de 364,21 milliards FCFA.

Il ressort une hausse du niveau d'exécution du budget de l'État de 164,19 millions FCFA, soit un taux d'accroissement des dépenses de 45,08 %.

Le tableau ci-après fournit une situation comparative de l'exécution des dépenses budgétaires entre 31 mars 2025 et 31 mars 2026.

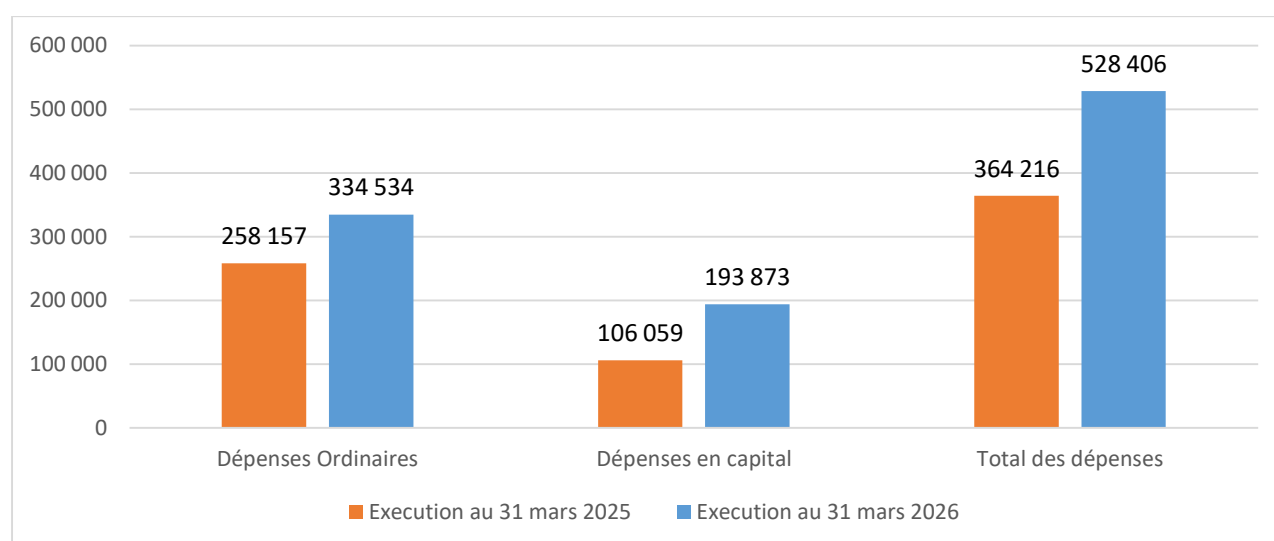
Tableau 5 : Situation de l'exécution des dépenses au 31 mars 2025 et 31 mars 2026

Libellés	LFI 2025	Exécution au 31 mars 2025	% d'exécution	LFI 2026	Exécution au 31 mars 2026	% d'exécution	Variation exécution (1 ^{er} trimestre 2026/1 ^{er} trimestre 2025)	
Dépenses Ordinaires	1 346 307	258 157	19,18%	1 359 248	334 534	24,61%	76 377	29,59%
Dépenses en capital	977 494	106 059	10,85%	1 172 251	193 873	16,54%	87 814	82,80%
Total des dépenses	2 323 801	364 216	15,67%	2 531 499	528 406	20,87%	164 190	45,08%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPFI/2026

Le graphique suivant met en exergue la situation d'exécution par catégorie des dépenses des deux mêmes périodes pour deux années différentes.

Graphique 6: Situation de l'exécution des dépenses par catégorie au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2026

Il se dégage donc de ce graphique que l'exécution des dépenses ordinaires est globalement plus importante que les dépenses en capital.

III.2. Exécution des Dépenses Ordinaires

Les dépenses ordinaires ont été exécutées à hauteur de **334,53 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 24,61 %, sur une prévision en Loi de Finances Initiale (LFI) 2026 de **1 359,25 milliards FCFA**. Comparativement à la même période de l'exercice 2025, ce niveau d'exécution affiche une hausse de **76,38 milliards FCFA** correspondant à un taux de progression de 29,59 %.

Le tableau ci-après présente la décomposition des dépenses par nature économique :

Tableau 6 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2025	Exécution au 31 mars 2025	% d'exécution	LFI 2026	Exécution au 31 mars 2026	% d'exécution	Variation exécution (1 ^{er} trimestre 2026/1 ^{er} trimestre 2025)
Dépenses Ordinaires	1 346 307	258 157	19,18%	1 359 248	334 534	24,61%	76 377 29,59%
Charges Financières	148 613	23 413	15,75%	125 500	30 560	24,35%	7 147 30,53%
Intérêts Intérieur	72 000	18 693	25,96%	94 500	25 710	27,21%	7 017 37,54%
Intérêts Extérieur	76 613	4 720	6,16%	31 000	4 850	15,65%	130 2,75%
Dépenses de personnel	680 394	158 816	23,34%	693 450	173 130	24,97%	14 314 9,01%
Dépenses des Biens et Services	220 143	55 845	25,37%	235 328	41 654	17,70%	- 14 191 -25,41%
Dépenses de transferts	297 157	20 083	6,76%	304 970	89 190	29,25%	69 107 344,11%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2026

Le détail par nature des dépenses ordinaires se présente comme suit :

III.2.1. Charges financières de la dette

Prévue pour un montant de **125,50 milliards FCFA**, cette nature de dépense a été exécutée à hauteur **30,57 milliards FCFA**, soit un taux de 24,35% des prévisions de la LFI. Elle est répartie entre la dette extérieure (4,85 milliards soit 15,65% du total) et la dette intérieure (25,71 milliards soit 21,21% du total).

III.2.2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel exécutées au premier trimestre 2026 s'élèvent à **173,13 milliards FCFA**, pour une prévision annuelle de **693,45 milliards FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution de 24,97 % contre 23,34 % de la même période de l'année 2025.

La masse salariale a globalement connu une hausse de **14,31 milliards FCFA** entre les deux périodes, soit un taux d'accroissement de 9,01%.

III.2.3. Dépenses de biens et de services

Pour une prévision de **235,32 milliards FCFA**, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de **41,65 milliards FCFA**, à la date du 31 mars 2026, soit un taux d'exécution de 17,70% contre 25,37 % à la même période de l'année 2025.

Cette nature de dépense connaît une régression de 14,19 milliards FCFA entre les deux périodes soit un taux de régression de 25,41 %.

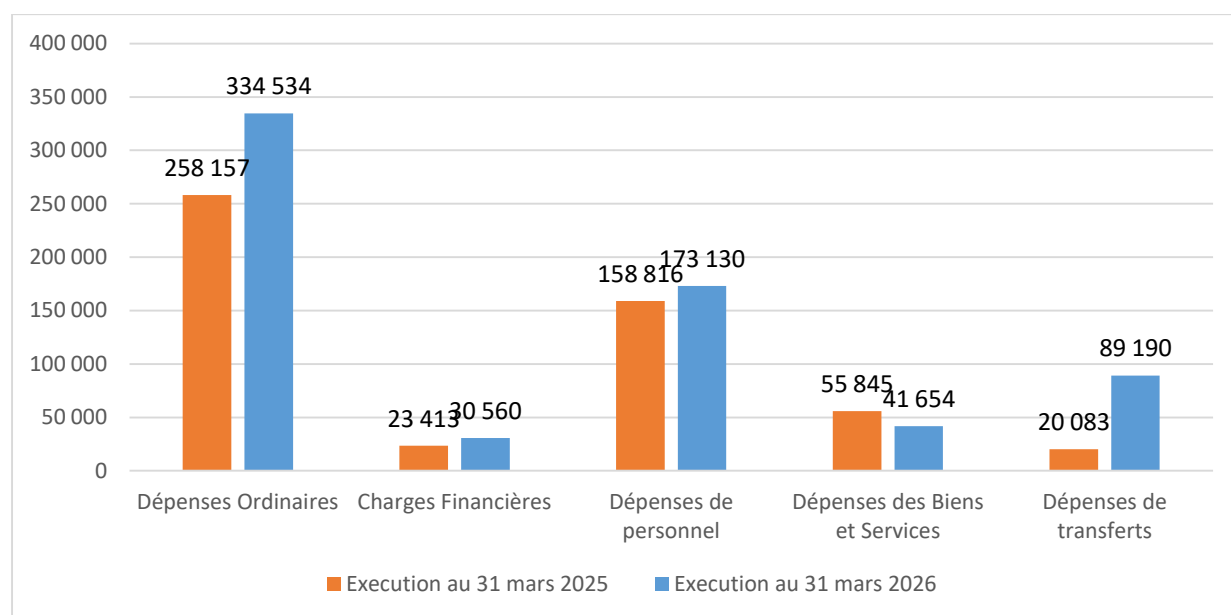
III.2.4. Dépenses de transferts courants

L'exécution des dépenses de transferts et subventions se chiffrent à hauteur de **89,19 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **304,97 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 29,25 % contre 6,76 % de la même période de l'année 2025.

Comparée à la même période en 2025, ces dépenses enregistrent une hausse de 69,11 milliards FCFA, soit un taux d'accroissement de 344,11 % qui s'explique par la prise en compte des recettes affectées.

Le graphique ci-après est le résumé de la situation de l'exécution des dépenses ordinaires au premier trimestre 2026.

Graphique 7 : Situation de l'exécution des dépenses ordinaires au 31 mars 2025 et 2026 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2026

III.3. Exécution Dépenses en capital

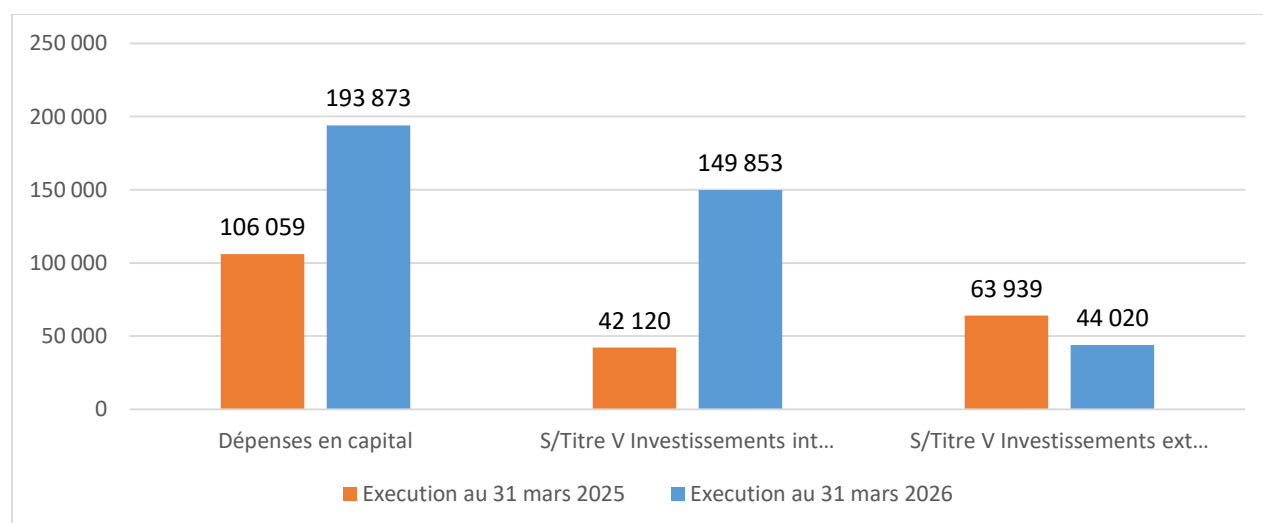
La loi de finances initiale 2026 a prévu un montant de **1 172,25 milliards FCFA** pour les dépenses en capital. Le montant exécuté au titre de ces dépenses se chiffre à **1932 ,87 milliards FCFA** à fin mars, soit un taux d'exécution de 16,54 %.

A la même période en 2025, le niveau d'exécution de ces dépenses était de **106,05 milliards FCFA**, ce qui correspondait au taux d'exécution 10,85 %.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses ont augmenté de **87,81 milliards FCFA**.

La situation de l'exécution des dépenses en capital se présente sur le graphique suivant :

Graphique 8 : Situation de l'exécution des dépenses en capital au 31 décembre 2025 et 2026 (en millions FCFA)



Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/2026

III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures

Les investissements exécutés par l'État ont été ordonnancés, à la fin du premier trimestre de l'année 2026, pour un montant de **149,85 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **618,17 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 24,24% contre 9,57 % au 31 mars de l'année 2025.

III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

Au 31 mars 2026, les décaissements cumulés s'établissent à **44,02 milliards FCFA**, dont 10,46 milliards FCFA au titre des prêts et 33,55 milliards FCFA sous forme de dons. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de décaissement de 7,94 % des prévisions annuelles, estimées à 554,08 milliards FCFA.

Annexes :

A. Tableau de cadrage d'exécution du Budget à fin mars 2026

Tableau 7 : Cadrage d'exécution du budget général de l'État à fin mars 2026

CADRAGE D'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2026 (PROVISOIRE)					
DEPENSES					
Nature des dépenses	LFI 2026				
	Prévisions	Ordonn	DAO	Réalisations	en %
Service de la dette	125 500	0	0	30 560	24,35%
intérêts	<i>125 500</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	30 560	24,35%
<i>Extérieur</i>	31 000	0	0	4 850	15,65%
<i>Intérieur</i>	94 500	0	0	25 710	27,21%
<i>Intérieur inter</i>		0		3 520	0,00%
<i>OTA/BTA</i>				22 190	
Personnels	693 450	173 125	0	173 130	24,97 %
Civil	449 971	167 108	0	125 510	27,89 %
Militaire	243 479	6 017	0	47 620	19,56 %
Biens et Services	235 328	40 774	880	41 654	17,70 %
Civil	122 220	21 074		21 074	17,24 %
Militaire	113 109	19 700		19 700	17,42 %
Transferts/Subventions	304 970	88 780	410	89 190	29,25 %
<i>dont transferts except (sécurité)</i>	<i>31 384</i>	<i>68 280,00</i>		<i>0</i>	
<i>Taxes affectés</i>		<i>20 500</i>		<i>20 500 000</i>	
<i>Douane</i>		<i>4 690,00</i>		<i>4 690</i>	
<i>impot</i>		<i>15 810</i>		<i>15 810</i>	
Investissements	1 172 252	173 366	20 507	193 873	0
Invest/res intér	618 174	129 346	20 507	149 853	24,24 %

Civil	597 103	123 909	0	123 909	20,75 %
Militaire	21 071	5 436	20 507	25 943	123,12 %
dont fiscalisation des marchés	0	0	0	0	0,00 %
DEPENSES/ress. int.	554 077	44 020	0	44 020	7,94 %
Dépenses/financ. extérieure	554 077	44 020	0		0,00 %
TOTAL DEPENSES	2 531 500	476 045	0	528 406	20,87 %
RESSOURCES					
Nature des recettes	LFI 2026				
	Prévisions			Réalisations	en %
Recettes ordinaires	1 873 937			461 523	24,63 %
Hors pétrole	1 094 072			254 782	23,29 %
<i>Recettes fiscales</i>	<i>1 001 037</i>			<i>247 508</i>	<i>24,73 %</i>
Douanes	298 826			77 641	25,98 %
Impôts	655 865			165 233	25,19 %
Domaines	46 346			4 634	10,00 %
Trésor	0			-	
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>93 035</i>			<i>7 274</i>	<i>7,82 %</i>
Domaines	3 967			1 397	35,22 %
Services administratifs	89 068			5 877	6,60 %
Recettes diverses	0			-	0 %
Recettes pétrolières	779 865			206 741	26,51 %
<i>Recettes fiscales</i>	<i>445 021</i>			<i>118 398</i>	<i>26,61 %</i>
Impôt sur les sociétés (IS)	428 061			113 374	26,49 %
Redevances statistiques	16 960			5 024	29,62 %
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>334 844</i>			<i>88 343</i>	<i>26,38 %</i>

Redevances et participations	312 932			66 480	21,24%
Droit d'accès pipe	21 912			6 947	31,70%
Autres recettes pétrolières	0			14 916	0,00%
Recettes en capital	401 063			33 550	8,37%
Ressources extérieures	401 063			33 550	8,37%
Aides, Dons et Subventions	401 063			33 550	8,37%
Emprunts Extérieurs Projet	0			-	0%
Aides Budgétaires	0			0	0%
RECETTES FISCALES	1 446 058			365 906	25,30 %
RECETTES NON FISCALES	427 879			95 617	22,35 %
RECETTES EN CAPITAL	401 063			33 550	8,37%
TOTAL RESSOURCES	2 275 000			495 073	21,76 %

Source: SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPFI/2026

B. Tableau détaillé de la situation des recettes au 31 mars 2026

Tableau 8 : Situation de la mobilisation des recettes budgétaires de l'État au 31 mars 2025 et 31 mars 2026 (en millions FCFA)

LIBELLES	Prévision 2026	Réalisation au 31/03/2025	Réalisation au 31/03/2026	Taux de réalisation 2026	Taux de variation (2026-2025)	
					valeur absolue	valeur relative
RECETTES BUDGETAIRES	2 275 000	375 281	495 073	21,76%	119 792	31,92%
RESSOURCES PROPRES	1 873 937	329 495	461 523	24,63%	132 028	40,07%
RECETTES FISCALES	1 446 058	284 277	365 906	25,30%	81 629	28,71%
Recettes fiscales hors pétrole	1 001 037	192 012	247 508	24,73%	55 496	28,90%
Douanes	298 826	55 676	77 641	25,98%	21 965	39,45%
Impôts	655 865	131 056	165 233	25,19%	34 177	26,08%
Domaine	46 346	5 280	4 634	10,00%	- 646	-12,23%
Trésor	-	-	-	-	-	-

Recettes fiscales pétrolières	445 021	92 265	118 398	26,61%	26 133	28,32%
IS	428 061	87 314	113 374	26,49%	26 060	29,85%
Redevances statistiques	16 960	4 951	5 024	29,62%	73	1,47%
AUTRES RECETTES	427 879	45 218	95 617	22,35%	50 399	111,46%
Recettes non fiscales hors pétrolières	93 035	9 129	7 274	7,82%	- 1 855	-20,32%
Domaine	3 967	950	1 397	35,22%	447	47,05%
Services Administratifs	89 068	8 179	5 877	6,60%	- 2 302	-28,15%
Recettes diverses	-	-	-	-	-	-
Recettes non fiscales pétrolières	334 844	36 089	88 343	26,38%	52 254	144,79%
Redevances et participation	312 932	27 934	66 480	21,24%	38 546	137,99%
droit d'accès pipe	21 912	8 155	6 947	31,70%	- 1 208	-14,81%
Autres recettes non pétrolières	-	-	14 916	-	14 916	-
RESSOURCES EN CAPITAL	401 063	45 786	33 550	8,37%	- 12 236	-26,72%
Aides, Dons et Subventions	401 063	45 786	33 550	8,37%	- 12 236	-26,72%
Aides Budgétaires	-	-	-	-	0	-

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEP/CI/2026

C. Tableau des dépenses au 31 mars 2026

Tableau 9 : Situation de l'exécution des dépenses budgétaires de l'État au 31 mars 2025 et 31 mars 2026 (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2025	Exécution au 31 mars 2025	% d'exécution	LFI 2026	Exécution au 31 mars 2026	% d'exécution	Variation exécution (1ère trimestre 2026/1ère trimestre 2025)	
Dépenses Ordinaires	1 346 307	258 157	19,18%	1 359 248	334 534	24,61%	76 377	29,59%
Charges Financières	148 613	23 413	15,75%	125 500	30 560	24,35%	7 147	30,53%
<i>Intérêts Intérieur</i>	<i>72 000</i>	<i>18 693</i>	<i>25,96%</i>	<i>94 500</i>	<i>25 710</i>	<i>27,21%</i>	7 017	37,54%
<i>Intérêts Extérieur</i>	<i>76 613</i>	<i>4 720</i>	<i>6,16%</i>	<i>31 000</i>	<i>4 850</i>	15,65%	130	2,75%
Dépenses de personnel	680 394	158 816	23,34%	693 450	173 130	24,97%	14 314	9,01%
Dépenses des Biens et Services	220 143	55 845	25,37%	235 328	41 654	17,70%	-14 191	-25,41%
Dépenses de transferts	297 157	20 083	6,76%	304 970	89 190	29,25%	69 107	344,11%
Dépenses en capital	977 494	106 059	10,85%	1 172 251	193 873	16,54%	87 814	82,80%
Dépenses des investissements	977 494	106 059	10,85%	1 172 251	193 873	16,54%	87 814	82,80%
<i>S/Titre V Investissements int...</i>	<i>440 030</i>	<i>42 120</i>	<i>9,57%</i>	<i>618 174</i>	<i>149 853</i>	24,24%	107 733	255,78%
<i>S/Titre V Investissements ext...</i>	<i>537 464</i>	<i>63 939</i>	<i>11,90%</i>	<i>554 077</i>	<i>44 020</i>	7,94%	-19 919	-31,15%
Total des dépenses	2 323 801	364 216	15,67%	2 531 499	528 406	20,87%	164 190	45,08%

Source : SIGFiP/DGBI/DGTCP/MFBEPFI/2026

D. Tableau d'exécution par section et titre au premier trimestre 2026

Sect ion	Institutions et Départements	Dotation	Engagement Visé	Taux	Ordonnancées	DAOS	Exécution	Taux
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	42.064.217.799	17.442.805.434	41,47%	17.442.805.434	650.157.822	18.092.963.256	41,47%
	Personnel	11.567.909.083	3.128.708.086	27,05%	3.128.708.086	-	3.128.708.086	27,05%
	Biens & Services	11.478.098.454	5.358.261.434	46,68%	5.358.261.434	604.777.400	5.963.038.834	46,68%
	Transferts et subventions	16.961.946.262	8.955.835.914	52,80%	8.955.835.914	45.380.422	9.001.216.336	52,80%
	Investissement	2.056.264.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
02	PRIMATURE	8.640.601.426	2.704.976.832	31,31%	2.454.976.832	4.090.000	2.459.066.832	28,46%
	Personnel	3.863.142.139	1.021.749.383	26,45%	1.021.749.383	-	1.021.749.383	26,45%
	Biens & Services	1.982.304.600	1.095.457.639	55,26%	845.457.639	4.090.000	849.547.639	42,86%
	Transferts et subventions	1.440.000.000	360.000.000	25,00%	360.000.000	-	360.000.000	25,00%
	Investissement	1.355.154.687	227.769.810	16,81%	227.769.810	-	227.769.810	16,81%
03	ASSEMBLEE NATIONALE	32.500.000.000	2.016.844.722	6,21%	2.016.844.722	-	2.016.844.722	6,21%
	Personnel	5.027.536.078	2.016.844.722	40,12%	2.016.844.722	-	2.016.844.722	40,12%
	Biens & Services	13.254.364.285	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	10.402.850.520	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	3.815.249.117	-	0,00%	-	-	-	0,00%
04	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DES MEDIAS	2.800.000.000	750.193.917	26,79%	750.193.917	-	750.193.917	26,79%
	Personnel	1.000.000.000	272.943.917	27,29%	272.943.917	-	272.943.917	27,29%

	Biens & Services	400.000.000	177.250.000	44,31%	177.250.000	-	177.250.000	44,31%
	Transferts et subventions	600.000.000	300.000.000	50,00%	300.000.000	-	300.000.000	50,00%
	Investissement	800.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
05	COUR SUPREME	3.928.484.000	352.539.238	8,97%	352.539.238	-	352.539.238	8,97%
	Personnel	1.450.000.000	352.539.238	24,31%	352.539.238	-	352.539.238	24,31%
	Biens & Services	850.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	320.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	1.308.484.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
06	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2.153.067.500	1.063.482.694	49,39%	1.063.482.694	-	1.063.482.694	49,39%
	Personnel	708.067.500	340.982.694	48,16%	340.982.694	-	340.982.694	48,16%
	Biens & Services	225.000.000	112.500.000	50,00%	112.500.000	-	112.500.000	50,00%
	Transferts et subventions	220.000.000	110.000.000	50,00%	110.000.000	-	110.000.000	50,00%
	Investissement	1.000.000.000	500.000.000	50,00%	500.000.000	-	500.000.000	50,00%
08	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	8.721.868.137	699.867.140	8,02%	699.867.140	4.750.000	704.617.140	8,08%
	Personnel	1.807.338.880	494.867.140	27,38%	494.867.140	-	494.867.140	27,38%
	Biens & Services	245.933.257	5.000.000	2,03%	5.000.000	4.750.000	9.750.000	3,96%
	Transferts et subventions	1.200.000.000	200.000.000	16,67%	200.000.000	-	200.000.000	16,67%
	Investissement	5.468.596.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
09	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAIN ET DES TCHADIENS DE L'ETRANGERS	29.841.780.340	9.025.484.630	30,24%	8.915.196.230	15.300.000	8.930.496.230	29,93%

	Personnel	13.814.969.396	3.017.926.591	21,85%	3.017.926.591	-	3.017.926.591	21,85%
	Biens & Services	7.055.765.445	3.163.952.862	44,84%	3.053.664.462	15.300.000	3.068.964.462	43,50%
	Transferts et subventions	3.929.492.515	309.431.827	7,87%	309.431.827	-	309.431.827	7,87%
	Investissement	5.041.552.984	2.534.173.350	50,27%	2.534.173.350	-	2.534.173.350	50,27%
10	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET, DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	79.963.807.717	28.368.363.729	35,48%	27.659.843.880	358.977.361	28.018.821.241	35,04%
	Personnel	20.759.698.635	5.073.146.533	24,44%	5.073.146.533	-	5.073.146.533	24,44%
	Biens & Services	10.538.158.448	2.366.271.955	22,45%	1.843.535.532	358.977.361	2.202.512.893	20,90%
	Transferts et subventions	2.980.913.977	287.428.886	9,64%	101.645.460	-	101.645.460	3,41%
	Investissement	45.685.036.657	20.641.516.355	45,18%	20.641.516.355	-	20.641.516.355	45,18%
	Inv.Int	6.871.531.685	376.550.587	5,48%	376.550.587	-	376.550.587	5,48%
	Inv.Ext	38.813.504.972	20.264.965.768	52,21%	20.264.965.768	-	20.264.965.768	52,21%
	Don/Projet	38.813.504.972	20.264.965.768	52,21%	20.264.965.768	-	20.264.965.768	52,21%
	Prêt/Projet	-	-	-	-	-	-	-
11	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA CONCERTATION SOCIALE	6.017.584.567	709.285.574	11,79%	601.338.374	4.900.000	606.238.374	10,07%
	Personnel	2.360.453.618	337.951.874	14,32%	337.951.874	-	337.951.874	14,32%

	Biens & Services	1.272.524.300	52.333.700	4,11%	44.386.500	4.900.000	49.286.500	3,87%
	Transferts et subventions	384.606.649	319.000.000	82,94%	219.000.000	-	219.000.000	56,94%
	Investissement	2.000.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
12	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS	29.602.540.249	3.304.975.418	11,16%	3.304.975.418	10.000.000	3.314.975.418	11,20%
	Personnel	14.063.579.169	2.654.236.460	18,87%	2.654.236.460	-	2.654.236.460	18,87%
	Biens & Services	5.406.440.744	517.299.250	9,57%	517.299.250	10.000.000	527.299.250	9,75%
	Transferts et subventions	762.834.993	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	9.369.685.343	133.439.708	1,42%	133.439.708	-	133.439.708	1,42%
	Inv.Int	8.550.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	819.685.343	133.439.708	16,28%	133.439.708	-	133.439.708	16,28%
	Don/Projet	819.685.343	133.439.708	16,28%	133.439.708	-	133.439.708	16,28%
	Prêt/Projet	-	-		-	-	-	
13	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	34.179.410.422	3.402.654.741	9,96%	3.402.654.741	662.500.000	4.065.154.741	11,89%
	Personnel	14.600.000.000	2.483.703.585	17,01%	2.483.703.585	-	2.483.703.585	17,01%
	Biens & Services	7.221.865.411	133.088.662	1,84%	133.088.662	-	133.088.662	1,84%
	Transferts et subventions	3.251.950.000	392.500.000	12,07%	392.500.000	662.500.000	1.055.000.000	32,44%
	Investissement	9.105.595.011	393.362.494	4,32%	393.362.494	-	393.362.494	4,32%
	Inv.Int	6.070.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	3.035.595.011	393.362.494	0	393.362.494	-	393.362.494	0
	Don/Projet	3.035.595.011	393.362.494	12,96%	393.362.494	-	393.362.494	12,96%

	Prêt/Projet	-	-		-	-	-	
14	MINISTERE DES ARMEE, DES ANCIENS COMBATTANT ET DES VICTIMES DE GUERRE	409.043.211.677	80.327.194.167	19,64%	78.762.346.609	20.531.846.013	99.294.192.622	24,27%
	Personnel	243.479.158.413	53.626.414.403	22,03%	53.626.414.403	-	53.626.414.403	22,03%
	Biens & Services	113.108.543.526	20.600.970.932	18,21%	19.699.552.532	24.500.000	19.724.052.532	17,44%
	Transferts et subventions	31.384.479.738	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	21.071.030.000	6.099.808.832	28,95%	5.436.379.674	20.507.346.013	25.943.725.687	123,13%
15	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA PROMOTION CIVIQUE	252.569.657.839	42.324.092.957	21,97%	42.299.898.257	19.100.000	42.318.998.257	16,76%
	Personnel	162.570.528.348	35.716.569.299	21,97%	35.716.569.299	-	35.716.569.299	21,97%
	Biens & Services	9.463.286.685	679.057.016	7,18%	654.862.316	19.100.000	673.962.316	7,12%
	Transferts et subventions	11.896.193.768	1.650.000.000	13,87%	1.650.000.000	-	1.650.000.000	13,87%
	Investissement	68.639.649.038	4.278.466.642	6,23%	4.278.466.642	-	4.278.466.642	6,23%
	Inv.Int	26.558.382.567	410.004.769	0,00%	410.004.769	-	410.004.769	1,54%
	Inv.Ext	42.081.266.471	3.868.461.873	0,00%	3.868.461.873	-	3.868.461.873	9,19%
	Don/Projet	28.438.016.227	3.868.461.873	0,00%	3.868.461.873	-	3.868.461.873	13,60%
	Prêt/Projet	13.643.250.244	-	0,00%	-	-	-	0,00%

16	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LAPREVENTION	223.405.625.243	36.802.101.162	16,47%	35.946.759.108	1.500.000	35.948.259.108	16,09%
	Personnel	60.081.832.209	20.910.791.782	34,80%	20.910.791.782	-	20.910.791.782	34,80%
	Biens & Services	11.689.333.534	1.515.570.791	12,97%	1.386.650.000	1.500.000	1.388.150.000	11,88%
	Transferts et subventions	25.769.422.000	4.926.988.350	19,12%	4.824.488.350	-	4.824.488.350	18,72%
	Investissement	125.865.037.500	9.448.750.239	7,51%	8.824.828.976	-	8.824.828.976	7,01%
	Inv.Int	42.426.039.817	2.935.624.417	6,92%	2.311.703.154	-	2.311.703.154	5,45%
	Inv.Ext	83.438.997.683	6.513.125.822	0	6.513.125.822	-	6.513.125.822	7,81%
	Don/Projet	73.938.997.683	6.513.125.822	8,81%	6.513.125.822	-	6.513.125.822	8,81%
	Prêt/Projet	9.500.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
17	MINISTERE DE LA FEMME ET DE LA PETITE ENFANCE	9.845.791.728	1.363.255.702	13,85%	1.339.374.902	20.000.000	1.359.374.902	13,81%
	Personnel	3.634.667.700	886.834.202	24,40%	886.834.202	-	886.834.202	24,40%
	Biens & Services	2.219.040.607	476.421.500	21,47%	452.540.700	20.000.000	472.540.700	21,29%
	Transferts et subventions	2.308.388.652	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	1.683.694.769	-	0,00%	-	-	-	0,00%
18	MINISTERE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE	87.370.454.622	18.071.497.854	20,68%	18.028.997.854	-	18.028.997.854	20,64%
	Personnel	3.642.000.000	837.673.507	23,00%	837.673.507	-	837.673.507	23,00%
	Biens & Services	2.019.583.456	60.825.560	3,01%	55.825.560	-	55.825.560	2,76%
	Transferts et subventions	19.083.116.163	5.202.599.000	27,26%	5.165.099.000	-	5.165.099.000	27,07%

	Investissement	62.625.755.003	11.970.399.787	19,11%	11.970.399.787	-	11.970.399.787	19,11%
	Inv.Int	9.150.228.228	99.886.435	1,09%	99.886.435	-	99.886.435	1,09%
	Inv.Ext	53.475.526.775	11.870.513.352	0	11.870.513.352	-	11.870.513.352	0
	Don/Projet	33.121.658.116	11.602.176.969	35,03%	11.602.176.969	-	11.602.176.969	35,03%
	Prêt/Projet	20.353.868.659	268.336.383	1,32%	268.336.383	-	268.336.383	1,32%
19	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE	34.113.839.975	6.624.039.160	19,42%	6.396.159.360	3.250.000	6.399.409.360	18,76%
	Personnel	2.367.000.945	695.604.720	29,39%	695.604.720	-	695.604.720	29,39%
	Biens & Services	2.433.348.821	7.879.800	0,32%	5.000.000	3.250.000	8.250.000	0,34%
	Transferts et subventions	2.189.404.373	282.061.404	12,88%	132.061.404	-	132.061.404	6,03%
	Investissement	27.124.085.836	5.638.493.236	20,79%	5.563.493.236	-	5.563.493.236	20,51%
	Inv.Int	3.495.771.604	165.000.000	4,72%	90.000.000	-	90.000.000	2,57%
	Inv.Ext	23.628.314.232	5.473.493.236	23,16%	5.473.493.236	-	5.473.493.236	23,16%
	Don/Projet	6.394.714.232	2.915.093.236	45,59%	2.915.093.236	-	2.915.093.236	45,59%
	Prêt/Projet	17.233.600.000	2.558.400.000	14,85%	2.558.400.000	-	2.558.400.000	14,85%
20	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	20.946.476.672	1.150.431.184	5,49%	1.140.754.684	23.550.000	1.164.304.684	5,56%
	Personnel	2.765.303.114	689.754.684	24,94%	689.754.684	0	689.754.684	24,94%
	Biens & Services	369.070.857	14.676.500	3,98%	5.000.000	23.550.000	28.550.000	7,74%

	Transferts et subventions	3.611.101.703	446.000.000	12,35%	446.000.000	-	446.000.000	12,35%
	Investissement	14.201.000.998	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Int	1.101.000.998	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	13.100.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Don/Projet	13.100.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Prêt/Projet	-	-		-	-	-	
22	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DU DESENCLAVEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER	446.799.760.369	150.529.686.264	33,69%	119.110.511.564	3.250.000	119.113.761.564	26,66%
	Personnel	2.766.507.199	642.384.763	23,22%	642.384.763	0	642.384.763	23,22%
	Biens & Services	988.381.108	11.295.650	1,14%	5.000.000	3.250.000	8.250.000	0,83%
	Transferts et subventions	1.725.477.188	389.266.153	22,56%	389.266.153	-	389.266.153	22,56%
	Investissement	441.319.394.874	149.486.739.698	33,87%	118.073.860.648	-	118.073.860.648	26,75%
	Inv.Int	374.519.634.505	145.780.154.857	38,92%	114.367.275.807	-	114.367.275.807	30,54%
	Inv.Ext	66.799.760.369	3.706.584.841	5,55%	3.706.584.841	-	3.706.584.841	5,55%
	Don/Projet	45.873.446.153	1.940.930.516	4,23%	1.940.930.516	-	1.940.930.516	4,23%
	Prêt/Projet	20.926.314.216	1.765.654.325	8,44%	1.765.654.325	-	1.765.654.325	8,44%
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	18.781.638.592	4.118.175.784	21,93%	3.931.937.287	-	3.931.937.287	20,94%
	Personnel	9.473.042.873	2.007.680.780	21,19%	2.007.680.780	-	2.007.680.780	21,19%
	Biens & Services	4.125.897.950	1.250.067.081	30,30%	1.237.929.574	-	1.237.929.574	30,00%

	Transferts et subventions	1.731.000.000	360.250.000	20,81%	335.250.000	-	335.250.000	19,37%
	Investissement	3.451.697.769	500.177.923	14,49%	351.076.933	-	351.076.933	10,17%
	Inv.Int	3.451.697.769	500.177.923	14,49%	351.076.933	-	351.076.933	10,17%
	Inv.Ext	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Don/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Prêt/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
25	MINISTERE DES TELECOMMUNICATIONS ,DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION	16.156.514.296	1.656.010.991	10,25%	1.656.010.991	-	1.656.010.991	10,25%
	Personnel	408.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Biens & Services	195.012.507	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	-	-	#DIV/0!	-	-	-	#DIV/0!
	Investissement	15.553.501.789	1.656.010.991	10,65%	1.656.010.991	-	1.656.010.991	10,65%
	Inv.Int	467.875.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	15.085.626.789	1.656.010.991	10,98%	1.656.010.991	-	1.656.010.991	10,98%
	Don/Projet	6.006.767.207	1.136.296.096	0,00%	1.136.296.096	0	1.136.296.096	18,92%
	Prêt/Projet	9.078.859.582	519.714.895	5,72%	519.714.895	-	519.714.895	5,72%
26	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ,DE LA PECHE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	26.563.528.438	4.350.870.431	16,38%	4.075.870.431	8.750.000	4.084.620.431	15,38%
	Personnel	4.300.761.220	782.948.505	18,20%	782.948.505	-	782.948.505	18,20%
	Biens & Services	1.040.789.185	139.800.000	13,43%	139.800.000	8.750.000	148.550.000	14,27%

	Transferts et subventions	1.586.864.296	325.000.000	20,48%	50.000.000	-	50.000.000	3,15%
	Investissement	19.635.113.737	3.103.121.926	15,80%	3.103.121.926	-	3.103.121.926	15,80%
	Inv.Int	2.245.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	17.390.113.737	3.103.121.926	17,84%	3.103.121.926	-	3.103.121.926	17,84%
	Don/Projet	17.390.113.737	3.093.121.926	17,79%	3.093.121.926	-	3.093.121.926	17,79%
	Prêt/Projet	-	10.000.000	0,00%	10.000.000	-	10.000.000	0,00%
27	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	76.556.869.365	6.944.841.327	9,07%	6.584.841.327	2.200.000	6.587.041.327	8,60%
	Personnel	11.843.978.698	2.948.343.421	24,89%	2.948.343.421	-	2.948.343.421	24,89%
	Biens & Services	1.418.814.906	93.850.000	6,61%	93.850.000	2.200.000	96.050.000	6,77%
	Transferts et subventions	29.717.618.243	3.425.461.618	11,53%	3.065.461.618	-	3.065.461.618	10,32%
	Investissement	33.576.457.518	477.186.288	1,42%	477.186.288	-	477.186.288	1,42%
	Inv.Int	20.172.886.333	150.000.000	0,74%	150.000.000	-	150.000.000	0,74%
	Inv.Ext	13.403.571.185	327.186.288	2,44%	327.186.288	-	327.186.288	2,44%
	Don/Projet	1.200.000.000	11.128.788	0,93%	11.128.788	-	11.128.788	0,93%
	Prêt/Projet	12.203.571.185	316.057.500	2,59%	316.057.500	-	316.057.500	2,59%
28	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	9.197.744.156	1.595.679.857	17,35%	1.590.679.857	-	1.590.679.857	17,29%
	Personnel	3.137.491.412	751.207.107	23,94%	751.207.107	-	751.207.107	23,94%
	Biens & Services	776.109.296	10.000.000	1,29%	5.000.000	-	5.000.000	
	Transferts et subventions	3.839.091.000	834.472.750	21,74%	834.472.750	-	834.472.750	21,74%

	Investissement	1.445.052.448	-	0,00%	-	-	-	0,00%
29	MEDIATURE	2.000.000.000	926.431.334	46,32%	926.431.334	-	926.431.334	46,32%
	Personnel	600.000.000	226.431.334	37,74%	226.431.334	-	226.431.334	37,74%
	Biens & Services	300.000.000	150.000.000	50,00%	150.000.000	-	150.000.000	50,00%
	Transferts et subventions	200.000.000	100.000.000	50,00%	100.000.000	-	100.000.000	50,00%
	Investissement	900.000.000	450.000.000	50,00%	450.000.000	-	450.000.000	50,00%
31	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	27.954.234.530	7.038.955.100	25,18%	7.035.998.900	-	7.035.998.900	25,17%
	Personnel	1.994.341.398	492.996.483	24,72%	492.996.483	-	492.996.483	24,72%
	Biens & Services	297.103.648	31.611.100	10,64%	28.654.900	-	28.654.900	9,64%
	Investissement	25.662.789.484	6.514.347.517	25,38%	6.514.347.517		6.514.347.517	25,38%
	Inv.Int	6.680.601.380	50.000.000	0,75%	50.000.000	-	50.000.000	0,75%
	Inv.Ext	18.982.188.104	6.464.347.517	34,05%	6.464.347.517	-	6.464.347.517	34,05%
	Don/Projet	18.982.188.104	6.464.347.517	34,05%	6.464.347.517	-	6.464.347.517	34,05%
	Prêt/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
32	MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE L'IMMIGRATION	106.813.252.097	31.805.822.990	29,78%	31.798.222.990	4.000.000	31.802.222.990	29,77%
	Personnel	70.752.973.900	27.603.348.757	39,01%	27.603.348.757	-	27.603.348.757	39,01%
	Biens & Services	14.605.851.938	2.084.532.892	14,27%	2.076.932.892	4.000.000	2.080.932.892	14,25%
	Transferts et subventions	14.317.161.112	2.055.000.000	14,35%	2.055.000.000	-	2.055.000.000	14,35%

	Investissement	7.137.265.147	62.941.341	0,88%	62.941.341	-	62.941.341	0,88%
	Inv.Int	6.130.203.677	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	1.007.061.470	62.941.341	6,25%	62.941.341	-	62.941.341	6,25%
	Don/Projet	1.007.061.470	62.941.341	6,25%	62.941.341	-	62.941.341	6,25%
	Prêt/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
33	MINISTERE DU PETROLE, DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	7.874.587.055	997.700.301	12,67%	882.500.301	34.800.000	917.300.301	11,65%
	Personnel	2.090.997.262	344.144.501	16,46%	344.144.501	-	344.144.501	16,46%
	Biens & Services	1.276.589.793	159.816.800	12,52%	44.616.800	34.800.000	79.416.800	6,22%
	Transferts et subventions	1.607.000.000	325.000.000	20,22%	325.000.000	-	325.000.000	20,22%
	Investissement	2.900.000.000	168.739.000	5,82%	168.739.000	-	168.739.000	5,82%
	Inv.Int	2.900.000.000	168.739.000	5,82%	168.739.000	-	168.739.000	5,82%
	Inv.Ext	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Don/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Prêt/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
37	MINISTERE DU DVELOPPEMENT TOURISTIQUE, DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT	13.332.727.046	1.471.685.836	11,04%	1.383.798.536	3.250.000	1.387.048.536	10,40%
	Personnel	2.059.494.039	465.902.693	22,62%	465.902.693	-	465.902.693	22,62%
	Biens & Services	1.509.708.848	600.887.300	39,80%	598.000.000	3.250.000	601.250.000	39,83%
	Transferts et subventions	1.184.226.319	85.000.000	7,18%	-	-	-	0,00%
	Investissement	8.579.297.840	319.895.843	3,73%	319.895.843	-	319.895.843	3,73%

38	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	188.855.066.902	28.341.822.062	15,01%	28.166.822.062	3.200.000	28.170.022.062	14,92%
	Personnel	1.473.519.749	328.284.871	22,28%	328.284.871	-	328.284.871	22,28%
	Biens & Services	855.353.500	5.025.000	0,59%	5.025.000	3.200.000	8.225.000	0,96%
	Transferts et subventions	16.780.004.336	4.182.106.310	24,92%	4.007.106.310	-	4.007.106.310	23,88%
	Investissement	169.746.189.317	23.826.405.881	14,04%	23.826.405.881	-	23.826.405.881	14,04%
	Inv.Int	19.525.091.073	174.216.620	0,89%	174.216.620	-	174.216.620	0,89%
	Inv.Ext	150.221.098.244	23.652.189.261	15,74%	23.652.189.261	-	23.652.189.261	15,74%
	Don/Projet	100.741.007.301	18.628.344.809	18,49%	18.628.344.809	-	18.628.344.809	18,49%
	Prêt/Projet	49.480.090.943	5.023.844.452	10,15%	5.023.844.452	-	5.023.844.452	10,15%
40	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTUREL	1.094.776.478	563.004.823	51,43%	563.004.823	-	563.004.823	51,43%
	Personnel	288.000.000	94.504.823	32,81%	94.504.823	-	94.504.823	32,81%
	Biens & Services	250.000.000	125.000.000	50,00%	125.000.000	-	125.000.000	50,00%
	Transferts et subventions	231.776.478	181.000.000	78,09%	181.000.000	-	181.000.000	78,09%
	Investissement	325.000.000	162.500.000	50,00%	162.500.000	-	162.500.000	50,00%
47	COUR DES COMPTES	3.760.000.000	238.004.046	6,33%	238.004.046	-	238.004.046	6,33%
	Personnel	1.250.000.000	238.004.046	19,04%	238.004.046	-	238.004.046	19,04%
	Biens & Services	400.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	250.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%

	Investissement	1.860.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
49	HAUT CONSEIL DES CHEFFERIES TRADITIONNELLES	1.123.953.310	81.936.964	7,29%	81.936.964	-	81.936.964	7,29%
	Personnel	742.745.187	41.936.964	5,65%	41.936.964	-	41.936.964	5,65%
	Biens & Services	181.208.123	40.000.000	22,07%	40.000.000	-	40.000.000	22,07%
	Transferts et subventions	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Investissement	200.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
50	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	1.520.252.642	570.531.545	37,53%	570.531.545	-	570.531.545	37,53%
	Personnel	648.094.642	229.242.045	35,37%	229.242.045	-	229.242.045	35,37%
	Biens & Services	433.000.000	209.000.000	48,27%	209.000.000	-	209.000.000	48,27%
	Transferts et subventions	90.000.000	45.000.000	50,00%	45.000.000	-	45.000.000	50,00%
	Investissement	349.158.000	87.289.500	25,00%	87.289.500	-	87.289.500	25,00%
52	MINISTERE DES TRANSPORTS ,DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA METEOROLOGIE NATIONALE	18.432.616.384	322.349.437	1,75%	322.349.437	-	322.349.437	1,75%
	Personnel	442.052.859	78.749.437	17,81%	78.749.437	-	78.749.437	17,81%
	Biens & Services	1.329.387.857	8.600.000	0,65%	8.600.000	-	8.600.000	0,65%
	Transferts et subventions	1.504.112.163	235.000.000	15,62%	235.000.000	-	235.000.000	15,62%
	Investissement	15.157.063.505	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Int	14.562.028.256	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	595.035.249	-	0,00%	-	-	-	0,00%

	Don/Projet	-	-	0,00%	-	-	- 0,00%	
	Prêt/Projet	595.035.249	-	0,00%	-	-	-	0,00%
54	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SOLIDARITE ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES	47.957.460.129	29.852.236.470	62,25%	29.852.236.470	-	29.852.236.470	62,25%
	Personnel	3.374.418.298	852.396.158	25,26%	852.396.158	-	852.396.158	25,26%
	Biens et Services	700.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	30.400.000.000	28.875.000.000	94,98%	28.875.000.000	-	28.875.000.000	94,98%
	Investissement	13.483.041.831	124.840.312	0	124.840.312	-	124.840.312	0,93%
	Inv.Int	1.283.041.831	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Inv.Ext	12.200.000.000	124.840.312	0	124.840.312	-	124.840.312	0
	Don/Projet	12.200.000.000	124.840.312	1,02%	124.840.312	-	124.840.312	1,02%
	Prêt/Projet	-	-	0,00%	-	-	-	0,00%
55	AGENCE NATIONALE DE GESTION DES ELECTIONS	9.800.000.000	1.167.500.008	11,91%	1.167.500.008	-	1.167.500.008	11,91%
	Personnel	1.750.000.000	437.500.008	25,00%	437.500.008	-	437.500.008	25,00%
	Biens & Services	100.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Transferts et subventions	7.700.000.000	730.000.000	0,00%	730.000.000	-	730.000.000	0,00%
	Investissement	250.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
90	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	125.500.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	ICHARGESFINANCIERES	125.500.000.000	-	0,00%	-	-	-	0,00%

91	SENAT	16.500.000.000	6.004.802.165	36,39%	6.004.802.165	-	6.004.802.165	36,39%
	Personnel	4.490.395.670	-	0,00%	-	-	-	0,00%
	Biens & Services	3.312.590.952	1.656.295.476	50,00%	1.656.295.476	-	1.656.295.476	50,00%
	Transferts et subventions	6.192.147.378	3.096.073.689	50,00%	3.096.073.689	-	3.096.073.689	50,00%
	Investissement	2.504.866.000	1.252.433.000	50,00%	1.252.433.000	-	1.252.433.000	50,00%
93	APPUI AUX COLLECTIVITES AUTONOMES	47.216.598.298	833.307.679		789.302.414	-	789.302.414	
	Transferts et subventions	47.216.598.298	833.307.679	1,76%	789.302.414	-	789.302.414	1,67%
TOTAL		2.531.500.000.000	535.915.441.669	21,17%	499.312.302.846	22.369.371.196	521.681.674.042	20,61%

Table des matières

SOMMAIRE	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
GÉNÉRALITÉS SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT AU TITRE DE L'EXERCICE 2026.....	6
I.1. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2026.....	6
<i>i. Lois</i>	<i>6</i>
<i>ii. Textes règlementaires.....</i>	<i>6</i>
I.2. CREDITS OUVERTS PAR LA LFI 2026.....	7
II.1. ANALYSE DE LA MOBILISATION GLOBALE DES RECETTES	10
II.1.1. Ressources propres.....	11
II.1.2. Ressources en capital.....	12
II.2. ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE.....	13
II.2.1. Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI).....	13
II.2.2. Direction Générale des Impôts (DGI)	14
II.2.3. Direction Générale des Domaines	14
SITUATION DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES	16
III.1. SITUATION GLOBALE DE L'EXECUTION DES DEPENSES.....	16
III.2. EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES	17
III.2.1. Charges financières de la dette	18
III.2.2. Dépenses de personnel	18
III.2.3. Dépenses de biens et de services.....	18
III.2.4. Dépenses de transferts courants.....	18
III.3. EXECUTION DEPENSES EN CAPITAL	19
III.3.1. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures.....	20
III.3.2. Dépenses en capital financées sur ressources extérieures	20
ANNEXES :.....	21
TABLEAU DE CADRAGE D'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2026	21
A. TABLEAU DETAILLE DE LA SITUATION DES RECETTES AU 31 MARS 2026.....	23
B. TABLEAU DES DEPENSES AU 31 MARS 2026.....	25
C. TABLEAU D'EXECUTION PAR SECTION ET TITRE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	26
TABLE DES MATIERES.....	42